

N9

## L'accord de façade au G20 et la crise irlandaise inquiètent les marchés

- Les pays les plus riches ne sont pas parvenus à s'entendre sur les déséquilibres mondiaux
- Les chiffres de la croissance au troisième trimestre : forte en Allemagne, faible en France

Séoul  
Envoyés spéciaux

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du G20 réunis à Séoul (Corée du Sud) a accouché d'une souris, vendredi 12 novembre. Comparé à la gravité de la menace de « guerre des monnaies » qui rôde notamment entre les Etats-Unis et la Chine, le communiqué final du sommet est modeste : il se contente de confier au Fonds monétaire international (FMI) la coordination d'un groupe de travail

chargé d'élaborer pour le printemps 2011 une batterie d'indicateurs permettant d'évaluer la dangerosité des balances courantes.

Une fois que ces « lignes directrices » auront été adoptées par les ministres des finances, le FMI sera chargé d'attirer l'attention des pays sur les risques que font peser sur les autres le déficit ou l'excédent excessif de leur commerce extérieur. Pour protéger leurs produits et leurs emplois, les membres du G20 ont une fois de plus promis de ne recourir ni à des « dévaluations compétitives » de leur monnaie - dont le

taux de change doit refléter les fondamentaux de leur économie - ni au protectionnisme. C'est peu pour qui espérait des mesures fortes avec des dates précises, par exemple pour que la Chine apprécie rapidement son yuan et pour que les Etats-Unis rétablissent leurs comptes, afin d'apaiser les flux désordonnés de capitaux.

Alain Faujas, Arnaud Leparmentier et Corine Lesnes

► Lire la suite page 6,  
nos informations pages 12 et 16  
et Débats pages 20-21

### « Le Monde Magazine » Les Gates, couple philanthrope



FABRICE COFFI/PIN/AF P

Uniquement en France métropolitaine, en Belgique et au Luxembourg

### Tenon, symptôme aggravé du malaise hospitalier

**Assistance publique** Un service des urgences fragilisé, près de 60 postes d'infirmières vacants, des lits fermés : l'hôpital Tenon, à Paris, de renommée internationale, « craque ». **Page 8**

### La France restitue des archives à la Corée du Sud

**Patrimoine** M. Sarkozy a annoncé, en marge du G20, l'« épilogue » d'une longue polémique : la France, tout en restant propriétaire de près de 300 manuscrits coréens pillés en 1866, va les renvoyer à Séoul. **Page 25**

### « Jour de guerre » au Sahara occidental

► Dans le camp d'Agdim Izik, théâtre d'émeutes meurtrières le 8 novembre

2,50 € Ne peut être vendu sans « Le Monde Magazine » (en France métropolitaine uniquement).

## G20 : un accord a minima qui inquiète les marchés

Les principaux dirigeants de la planète n'ont tracé aucune piste concrète pour résorber les grands déséquilibres

►►► Suite de la première page

Cette configuration idéale s'est révélée impossible dès le dîner des chefs d'Etat, mercredi 11 novembre. Le Chinois Hu Jintao, qui a pris le premier la parole, a demandé aux pays dont la monnaie est une devise de réserve de faire attention aux effets de leur politique sur leurs partenaires, visant les Etats-Unis. Il a ajouté qu'il ne pouvait y avoir de modèle unique de croissance et que le protectionnisme devait être banni.

Le premier ministre britannique, David Cameron, a réclamé des règles précises et à long terme. Le Brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a appelé chaque pays à contribuer à l'effort collectif. L'Allemande Angela Merkel a répété qu'elle ne croyait pas aux indicateurs seulement quantitatifs qui ne prennent pas en compte les différences des situations nationales. Autrement dit, chaque responsable a défendu ses intérêts en fonction de son diagnostic sur la crise et de ses intérêts.

## « Croissance partagée »

Timothy Geithner, le secrétaire américain au Trésor, a défendu devant la presse, vendredi, cette façon de procéder. L'absence de contrainte de l'accord ? « Il faut commencer par faire admettre le principe du consensus et ensuite convaincre que c'est un mouvement dont il faut faire partie », a-t-il déclaré avant d'ajouter : « On est dans le monde réel, un univers d'Etats souverains. »

S'il n'a pas été au rendez-vous sur la question des monnaies et du commerce mondial pour cause de nationalismes persistants mais



Une partie de la « photo de famille » des chefs d'Etat et de gouvernement présents au G20 de Séoul, le 12 novembre. M. EULER/REUTERS

aussi compréhensibles, le G20 a atteint plusieurs objectifs importants. La réforme des quotas et des droits de vote du FMI qu'il a approuvée rend celui-ci plus légitime en donnant une place significative aux pays émergents.

Le Fonds mettra en place de nouvelles formes de prêts automatiques pour les pays bien gérés, mais

menacés par la volatilité des marchés. Le renforcement des règles prudentielles des banques qu'avait demandé le G20 au Conseil de stabilité financière (CSF) a été entériné, mais le sommet demande à celui-ci de le compléter, notamment en ce qui concerne les institutions présentant un risque important en raison de leur taille.

Le « consensus de Séoul pour la croissance partagée », adopté par le sommet, souligne qu'une croissance « solide, durable et équilibrée » passe par une aide au développement pour les pays pauvres. Il recense les domaines prioritaires de cette aide, des infrastructures à la formation des hommes, mais sans préciser d'où viendra l'argent

Le G20 demande que les 152 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) profitent de « l'étroite fenêtre d'opportunité » de 2011 pour conclure une nouvelle libéralisation du commerce dans le cadre du cycle de Doha. A la satisfaction de la Chine et de l'Inde, qui se sont dits prêts à y aller, le président Obama a promis à ses

## Le tandem Barack Obama et Hu Jintao, une relation « compliquée »

Séoul  
Envoyée spéciale

Pour leur septième rencontre en moins de deux ans, ils n'ont pas franchement l'air d'être ravis de se revoir : Barack Obama et Hu Jintao, le tandem forcé de l'attelage déséquilibré de l'économie mondiale. Dès son arrivée à Séoul, le président américain s'est entretenu avec le numéro un chinois. Les caméras ont saisi quelques mots convenus. Il faudra préparer le « cadrage » de votre visite aux Etats-Unis, a dit Barack Obama. « Je sais que ce sera un succès », lui a répondu Hu Jintao.

Séoul, Londres, Toronto... Les rencontres Hu-Obama se suivent et se ressemblent. « C'est toujours très planifié », confie un responsable américain. « Mais on avance,

assure-t-il. On n'a pas besoin de revoir tous les points à chaque fois. On connaît les positions. » L'entretien à Séoul a duré une heure vingt, bien au-delà de l'horaire prévu. Et le « gros de la discussion », selon le porte-parole de la Maison Blanche, Robert Gibbs, a porté sur les taux de change, un sujet sur lequel les Chinois estiment que les Américains n'ont pas de leçon à leur donner.

L'administration américaine estime que la relation qu'entretiennent la Chine et les Etats-Unis est « compliquée », et qu'elle ne peut être jugée qu'en mettant de part et d'autre les signes positifs, et d'autres sujets sur lesquels les Chinois sont « moins coopératifs », selon l'expression de Jeff Bader, le chargé de l'Asie au Conseil national de sécurité.

Sur la monnaie, les Etats-Unis ont demandé à Pékin de faire un geste de réévaluation avant le G20 de Toronto. La Chine a fait un geste, mais qui n'a abouti qu'à une hausse de 1,5 % en quatre mois. Washington a demandé un effort supplémentaire. A Séoul, Hu Jintao a réaffirmé son engagement au régime de change plus flexible mis en place le 19 juin, et il a noté que des « progrès » avaient été accomplis. Trop lents aux yeux de Washington.

## Barrières douanières

Sur l'Iran, les Américains ont eu l'agréable surprise de constater que les Chinois ne compensaient pas les effets du désinvestissement des entreprises dans le secteur de l'énergie. « Ils jouent le jeu, dit un officiel. Il n'y a pas eu d'an-

nonce ou d'expansion des investissements chinois. » En revanche, sur la Corée du Nord, Pékin s'est remis à freiner, estimant que les pressions de Washington risquent de déstabiliser le régime.

Pressé par le Congrès de déclarer que la Chine « manipule » sa monnaie, Tim Geithner, secrétaire au Trésor, s'y est constamment refusé. Au dernier jour de sa session, la Chambre s'est lassée d'attendre, et elle a adopté une loi condamnant Pékin et demandant à l'administration d'en référer à l'Organisation mondiale du commerce (OMS) afin d'obtenir l'imposition de barrières douanières. Le Sénat a envisagé de se saisir du texte pendant la session d'automne. Mais les experts voient mal comment le Congrès adopterait cette loi, quelques semaines

avant la visite d'Etat de Hu Jintao.

Même si l'administration Obama a créé un partenariat stratégique avec la Chine, une partie de l'appareil d'Etat continue de la voir comme une menace à la sécurité nationale. En 2009, l'Agence de sécurité nationale (NSA) a mis en garde AT & T contre un fournisseur chinois. Plusieurs sénateurs républicains ont aussi fait une démarche pour dissuader la compagnie de téléphone Sprint de choisir le géant chinois Huawei. Les Américains ne veulent pas dépendre de firmes chinoises dans les industries sensibles.

L'administration américaine s'efforce d'obtenir que la montée en puissance de la Chine s'effectue « dans le respect des normes internationales », dit Jeff Bader. ■

C. Ls

## Forte chute de la Bourse de Shanghai

Le G20 n'a pas rassuré les marchés sur l'avenir de l'économie mondiale. Vendredi 12 novembre, les Bourses en Europe chutaient à l'ouverture : - 2 % à Paris, - 1,26 % à Londres et - 1,08 % à Francfort. L'euro poursuivait sa dégringolade en s'échangeant à 1,3617 dollar contre 1,39 dollar en début de semaine. Les opérateurs, inquiets d'un défaut de l'Irlande, n'ont été apaisés par le discours rassurant des cinq ministres des finances européens. En Asie, la Bourse de Shanghai a plongé de 5,16 % après l'annonce d'un resserrement monétaire qui pèsera sur la croissance chinoise.

pairs qu'il « prendrait le risque » de présenter au Congrès un accord « juste et équilibré », revirement de la part des Etats-Unis qui bloquent les négociations depuis 2008.

Nicolas Sarkozy hérite donc de la présidence d'un G20 qui convient mal à son tempérament. Fini l'élan des sommets de Washington et de Londres quand la crise faisait rage et qu'il fallait se serrer les coudes. Les pays ne marchent plus d'un même pas et les finances publiques sont épuisées. On ne redresse pas une balance courante excédentaire en demandant aux exportateurs de ne plus exporter ou une balance déficitaire en demandant aux consommateurs de ne plus consommer.

Est venu le temps « forcément long », selon un sherpa européen, et « peu enthousiasmant pour ceux qui ont perdu leur emploi », selon un autre, où chaque pays doit apprendre à débattre avec les autres de ses politiques et à les infléchir en cas de dérapage, car toutes les économies sont solidaires.

Le tempo des trois dossiers qu'entend promouvoir le président français excède l'échelle de l'année, qu'il s'agisse de la réforme du système monétaire international, de la maîtrise des cours des matières premières ou de la gouvernance mondiale. Il a promis « d'essayer de dégager un consensus ». Plutôt que de laisser les pays s'accuser mutuellement, méthode qui, selon lui, « court à l'échec », Nicolas Sarkozy veut « rassembler par le dialogue » et jeter « les bases des réformes structurelles dont le monde du XXI<sup>e</sup> siècle a besoin ». ■

Alain Faujas, Arnaud Leparmentier et Corine Lesnes

## Sur Lemonde.fr

Lire aussi l'article « Le "miracle" coréen : hôte du G20 »

## Les Européens essaient de calmer la spéculation sur l'euro

Séoul  
Envoyé spécial

De nouveau, les Européens ont été rattrapés par leurs difficultés intérieures lors d'un G20. Au début de l'année, c'était la crise grecque. Au G20 de Séoul, qui rassemblait les chefs d'Etat et de gouvernement des principales puissances de la planète, ce furent les attaques spéculatives contre l'Irlande.

Vendredi 12 novembre, les ministres des finances qui accompagnaient leurs dirigeants (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Espagne) ont dû concocter un communiqué pour rassurer les marchés dans la matinée. Ils l'ont fait après une réunion entre Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, qui ont associé David Cameron, particulièrement inquiet pour son voisin irlandais.

Le message : le fond de sauvetage de l'euro, mis en place jusqu'en 2012 pour sauver les Etats en difficulté, à commencer par la Grèce

fonctionne et ne mettra pas à contribution le secteur privé. Il n'y aura pas de restructuration de la dette préalable si un problème intervient avec l'Irlande.

Ce sont les Européens eux-mêmes qui ont mis le feu aux poudres lors du Conseil européen du 29 octobre. Ce jour-là, ils ont envisagé de faire participer le secteur privé à la résolution des crises financières à venir. Cette demande, portée par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, avait été jugée très dangereuse par Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne, car susceptible de raviver les inquiétudes des marchés. Nicolas Sarkozy avait pris la mouche, mais la prédiction de M. Trichet s'est réalisée, avec les attaques sur l'Irlande. L'écart de rendement entre les obligations à dix ans émises par l'Irlande et les Bunds de référence allemands a atteint jeudi un nouveau record depuis la création de la zone euro, à 685 points de base. L'Irlande a jugé « très gra-

ve » cette envolée de ses coûts d'emprunt.

« La crise a des raisons beaucoup plus profondes, beaucoup plus structurelles », a précisé M. Sarkozy. Le communiqué est censé rassurer les marchés. A Séoul, le président français a résumé la situation : « On ne vise que la dette contractée à partir de mi 2013 ». L'Union européenne est prête à répondre quel que soit le scénario de la crise financière que traverse actuellement l'Irlande, a assuré à Séoul M<sup>me</sup> Merkel. Pour elle, les investisseurs qui se sont massivement délestés de leurs emprunts irlandais sur les marchés parce qu'ils craignent que le pays fasse défaut, n'ont pas compris le mécanisme européen de soutien aux pays en crise.

En langage officiel, les cinq ministres européens précisent que « le fonds européen de stabilité financière est déjà en place et son activation ne requiert pas d'implication du secteur privé ». Dans leur

communiqué, ils indiquent qu'« indépendamment du débat au sein de la zone euro sur le futur mécanisme permanent de résolution de crise et de la participation éventuelle du secteur privé, il est clair pour nous que ceci ne s'appliquera à aucun encours de dette existant et à aucun programme dans le cadre des instruments actuels ».

## La BCE a repris ses opérations de rachat de dette irlandaise

Les Européens ont détaillé la manière de faire payer le privé, ce qu'ils n'avaient pas réussi à faire à Bruxelles. « J'étais sûr qu'il fallait préciser les choses », a commenté M. Sarkozy, qui a déjeuné à l'Elysée avec M. Trichet mercredi. Selon les ministres des finances, « le rôle du secteur privé dans un mécanisme futur pourrait comprendre un

ensemble de différentes possibilités telles que des engagements volontaires des investisseurs institutionnels de maintenir leurs expositions, un engagement des créanciers privés de renouveler leurs encours de dette existants ou l'inclusion de clauses d'action collective dans les futures émissions obligataires des Etats membres de la zone euro ». Tous ces mécanismes excluent une restructuration de dette, régulièrement évoquée par l'Allemagne. Cette précision doit, espèrent les Français, rassurer les marchés.

Les Européens veulent avoir un dispositif pérenne, lorsque le mécanisme mis en place pour le sauvetage de la Grèce arrivera à échéance en 2012. C'est indispensable pour l'Allemagne, qui craint que les juges de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe ne censurent les plans d'Etat à Etat. C'est aussi le souhait de M<sup>me</sup> Merkel qui veut que les investisseurs privés sachent à l'avenir qu'ils prennent un risque en finançant les Etats de

la zone. « Nous ne pouvons pas continuer à expliquer à nos électeurs pourquoi les contribuables devraient payer la facture de certains risques et pas ceux qui ont gagné beaucoup d'argent en prenant ces risques », explique-t-elle.

La France avait accepté que l'on mentionne la possibilité de mettre à contribution le secteur privé pour éviter selon elle le pire : un refus net de l'Allemagne de continuer de soutenir les pays en difficulté après 2012. La BCE a repris ses opérations de rachat de dette irlandaise, une initiative lancée au moment du sauvetage de la Grèce en mai, en dépit de l'opposition des banquiers centraux allemands. Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a assuré qu'« en cas de nécessité », l'UE était « prête à soutenir l'Irlande ». A ce stade, le gouvernement irlandais n'a demandé aucune aide extérieure. ■

Arnaud Leparmentier avec Philippe Ricard (à Bruxelles)